

LE 1^{ER} AVRIL : FINI LA BLAGUE PUBLIC-PRIVÉ, SYNDICATS ET COLLECTIFS MOBILISONS-NOUS !!!

La situation dans notre secteur est loin de nous faire rire ! Nos salaires stagnent depuis deux ans et demi, nos conditions de travail se dégradent, nous n'avons aucune reconnaissance. Que des promesses non-tenues, des financeurs aux abonnés absents. Nous ne mordrons plus à l'hameçon.



DES MOYENS POUR LES AGENT.ES ET LES SALARIÉ.ES

Un seul constat : Un SEGUR pour tou.tes fragile, non financé et toujours des oublié.es. Sur cette question la Fédération SUD Santé Sociaux exige l'extension des 183 € net à l'ensemble des travailleurs sociaux du privé comme du public et sans condition.

Dans la Fonction Publique Hospitalière les agents du médico-social sont toujours exclu.es.

Au-delà du SEGUR/LAFORCADE, nous revendiquons une augmentation générale des salaires prenant en compte la perte du pouvoir de vivre depuis 30 ans et donc un salaire minimum à 1900 € net.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL DIGNES.

SUD Santé Sociaux revendique le financement des établissements à la hauteur des besoins : Nous exigeons des conditions d'accompagnement dignes et respectueuses pour remettre la Relation au cœur de nos pratiques. Il nous faut des moyens humains à la hauteur de l'exigence d'excellence que nous devons aux personnes que nous accueillons dans nos institutions. Cela passe par un engagement financier réel et garanti par l'Etat, une formation de qualité pour de réelles qualifications, un management plus humain.

BRISONS LE SILENCE

Nos employeurs sont bien heureux du silence général qui entoure nos professions du sanitaire, du social et du médico-social. La multiplicité des financeurs noie les possibilités d'un discours cohérent pour l'ensemble de nos secteurs. La dégradation de nos conditions de travail entraîne des souffrances quotidiennes que nos employeurs s'empressent de gérer individuellement alors que le problème est bien global et généralisé.

Prenons notre destin en main, arrêtons de les laisser choisir pour nous et de nous maltraiter.

DES REVENDICATIONS SIMPLES

NON à l'austérité budgétaire et à l'ultra-libéralisation du secteur qui aggravent le sous-financement de nos établissements et services.

NON, la majorité des travailleurs.illeuses sociaux et du sanitaire ne veulent pas d'un salaire individualisé, mais un salaire digne à la hauteur de leur engagement.

NON, nous ne voulons pas de la réforme Serafin-PH ou toute autre tarification à l'acte qui détruit l'esprit d'un accompagnement bientraitant de la personne.

OUI, nous voulons la création de postes

OUI, nous voulons une Convention Collective Commune de Haut Niveau reprenant l'ensemble du meilleur de chaque convention.

PARTOUT EN FRANCE

FAISONS NOUS ENTENDRE LE 1^{ER} AVRIL !

